Bulletin œcuménique

MAI 1979 Numéro 4 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

La 5ème conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) vient de s'ouvrir à Manille.Elle réunit les délégations de 159 pays, dont la Suisse. M. Kurt Waldheim n'a pas hésité à affirmer que "les relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement,entre le Nord et le Sud constituent **le plus grand problème** de notre époque.

Cette 5ème CNUCED est donc capitale.

Notre délégation helvétique, composée d'une douzaine de membres, est dirigée par M. Jolles, chef de la Division du commerce, secondé par M. Jacobi, délégué aux accords commerciaux. Les membres sont tous de la Division du commerce ou du Département politique. La CNUCED appelle une participation de notre pays, selon M. Jolles, pour y développer sa politique humanitaire, son pouvoir médiateur et y défendre ses intérêts économiques. Notre secrétaire d'Etat aux affaires économiques extérieures ne se prive pas de souligner combien les pays soi-disant "sous-développés" représentent pour notre économie un marché de taille, combien la technologie est notre pétrole à nous !

Les "centres"* se retrouvent et défendent des intérêts communs. Les"périphéries"* sont trop muettes, timides et dans l'impossibilité de faire face ensemble. En Suisse ? Quelques groupes, quelques personnes ont réagi et prié le Conseil fédéral de se lancer courageusement dans une politique de développement au service de l'homme, avec équité. Nos industries, nos banques, notre commerce ont-ils seulement des intérêts ou l'homme à défendre ? Peuvent-ils faire passer l'homme mutilé ou sans voix avant le profit? Peuvent-ils tolérer que des peuples comptent d'abord sur eux-mêmes, avec d'autres finalités et d'autres méthodes que les nôtres ? Quand on aborde en termes diplomatiques le fonds commun des matières premières, le code de bonne conduite internationale, la remise de dettes, l'homme et la justice sont aussi en jeu. Qui dit l'homme dans ces assemblées ? Qui défend le plus grand problème de notre temps ? Qui entend l'homme ?

Notre délégation reviendra. Qui l'interpellera ? Il n'est pas nécessaire d'être conseiller national ou directeur de banque pour intervenir. Ces messieurs ont besoin d'entendre de plus en plus souvent, de plus en plus fort, la voix de la base, la voix de la périphérie. Nos organismes de volontariat en font partie, modestement. Il importe que nos actuels et anciens volontaires, leurs familles, leurs amis se joignent au défi croissant lancé à nos autorités pour les presser de mettre en route outre-mer une politique de développement hardie, qui ne soit plus une implantation de notre modèle de société occidentale, mais qui permette l'émergence d'identités propres et de sociétés différentes, y compris dans le domaine économique. Le seul débat qui importe est celui de l'homme.

Paul JUBIN

* cf page 20

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68



LE PONT

Février 1979, mardi huit heures du matin... Nous quittons la route groudronnée en provenance de Douala pour pénétrer dans la forêt équatoriale par une piste bien aménagée mais sinueuse : notre but, Yabassi, capitale de la Province du Nkam... "tu sais il y a quelques mois, nous aurions dû partir une heure plus tôt au moins et nous n'aurions même pas été sûrs d'arriver à temps... à cause du bac, mais maintenant plus de problème !

"Je fais tout de suite le rapport. Depuis mon arrivée, par deux fois déjà, on m'a raconté l'inauguration du pont, le Président Ahidjo en personne s'était dérangé, et puis, il y avait eu à manger pour les nombreux invités bien que , dans un quartier, des responsables du parti avaient sérieusement entamé ce qui était destiné aux hôtes ! ... On en parle encore aujourd'hui et le Sous-Préfet lui-même, lors du comité de développement a souligné l'importance du pont qui rend aisée la liaison Yabassi-Douala par tous les temps, ce qui a désenclavé la ville et permis à la piste de constituer la colonne vertébrale de la région, le pont laisse présager un heureux développement...

Le pont, 100 mètres de long, en béton, assez large pour que deux petits camions puissent croiser, en somme un petit pont pour chez nous !

Quelques jours plus tard on est venu me chercher à Francfort en voiture et nous sommes rentrés par l'autoroute ; les ponts, on les compte par dizaines, on en construit même, paraît-il, de manière à éviter que deux routes se croisent, même la plupart ont été construit pour cette raison... si le Président inaugurait tous les ponts, il n'aurait pas le temps de passer de l'un à l'autre ! Où est la mesure ? Pourquoi un tel décalage ? Vivons-nous à une distance parcourue en six heures ?

Et si je dis qu'un voyage dans le Tiers-Monde me traumatise quand je rentre, on pense que j'exagère... Je suis traumatisé parce que je constate que chez nous, on n'est pas conscient du tout du décalage, on se préoccupe du prix de l'essence qui augmente à cause des Arabes qui ne veulent pas comprendre notre situation déjà difficile, mais qu'elle coûte 5 FRS le litre, l'essence ! et peut-être commencera-t-on de se rendre compte quelle est la situation du Tiers-Monde... quand on paiera aussi cinq fois plus cher les matières premières et qu'il y aura cinq fois plus de chômage ! Bravo, va-t-on attendre d'en arriver là pour réaliser où en est <u>aujourd'hui</u> le Tiers-Monde ?

Alors, je crie aussi fort que je le peux ! J'ai vu, je vous dis, le partage est sous-développé et l'est toujours davantage, ce n'est pas une théorie, c'est une réalité politique !

Vous pouvez toujours donner votre superflu aux organisations de développement, je vous dis, moi qui suis responsable de l'une d'entre elles, que cela ne sert à rien, que c'est du bricolage et d'autres l'on déjà dit bien avant moi: " quand un bateau coule, on ne s'amuse pas à écoper avec un petit seau !"

Alors vous me direz : " mais qu'est-ce qu'on peut faire " ? - Je vous réponds, c'est très simple, prenez l'affiche FSF - EIRENE - GVOM, regardez-là, méditez et prenez-là au sérieux, c'est déjà la base et puis, arrêtez donc de vous pendre à la branche, vous voyez bien qu'il ne reste plus de pommes pour les autres !

Alors si quelqu'un a trouvé un moyen de moins tirer la branche à soi, qu'il écrive à INTERROGATION et comme souvent il faut s'y mettre à plusieurs, alors racontez-nous vos expériences, il n'est peut-être pas trop tard. Arrêtons de construire des ponts pêle-mêle, jetons-les là où ils serviront à partager ! Ensemble nous bâtirons un demain possible pour tous.

Jean-Luc

MOUVEMENT ANTI-APARTHEID DE SUISSE

15, RUE LEVRIER - 1201 GENEVE

LETTRE OUVERTE DU 4 AVRIL 1979

Messieurs les Conseillers fédéraux,

Suite à la Conférence des organisations non-gouvernementales réunie au Palais des Nations en août 1978, une coordination internationale contre les prêts bancaires à l'Afrique du Sud a été mise sur pieds. Ce 4 avril a ainsi été déclaré journée internationale de lutte contre les prêts bancaires.

Des manifestations ont eu lieu dans une série de pays :

Angleterre
Belgique
Hollande
Allemagne fédérale
France
Danemark
Norvège
Suède
U.S.A.
Canada

La Suisse est lourdement impliquée dans la politique de crédit à l'Afrique du Sud. Selon notre enquête, il y aurait eu entre 1972 et 1978, 36 prêts d'origine suisse pour un total de 1'277,3 millions de dollars. Ces prêts constituent un soutien direct à la politique d'apartheid. La Suisse se présente ainsi avec un double visage face à la communauté internationale, face aux peuples africains en particulier. D'une part : la condamnation verbale de l'apartheid réaffirmée récemment lors du voyage de M. Pierre AUBERT. D'autre part: la réalité du soutien concret, matériel, au régime. Nous pensons qu'il faut mettre fin à cette ambiguïté.

C'est pourquoi le Mouvement Anti-Apartheid s'est joint à la coordination internationale. Il a manifesté à Genève devant le Crédit Suisse ce 3 avril et s'est exprimé à la Radio suisse romande ce 2 avril.

Les initiatives de la Branche romande du Mouvement Anti-Apartheid font suite à celles prises en décembre par la Branche suisse-alémanique; ce sont là les premières escarmouches d'une action appelée à se développer.

Veuillez agréer, Messieurs, les assurances de nos sentiments empressés.

Le président de la Branche romande :

Henri Stauffer

Copie aux banques impliquées

Copie aux journaux de Suisse romande

Annexes : - Note du Centre contre l'apartheid de l'ONU

Extrait de "Bank Loans to South Africa 1972-78
(report by Corporate Kata Exchange, inc.)
198 Broadway, Rm. 706-7, New-York 10038



interrogations·exprès

SUSAN GEORGE

ou la dissidence à l'américaine

(photo Pierre Pittet)

Faut-il vraiment présenter Susan George ? Née aux Etats-Unis , mariée et mère de famille, elle a fait une partie de ses études au pays natal, puis à Paris, à la Sorbonne et à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Militante active contre la guerre du Vietnam, elle fait partie de ces chercheurs de la "nouvelle gauche" américaine. Spécialisée dans l'étude de problèmes alimentaires, elle a participé à la rédaction d'un contre-rapport lors de la Conférence mondiale de l'Alimentation (Rome 1974) et s'est fait connaître dans l'opinion publique internationale par un livre que l'on ne saurait assez recommander aux lecteurs d'"Interrogation": **"COMMENT MEURT L'AUTRE MOITIE DU MONDE"**, *aux Editions Robert Laffont.*

- *Vous dites : on nous fait manger de moins en moins de nourriture et de plus en plus d'argent...*

-... Je dis aussi qu'on est en train de nourrir de moins en moins de gens proportionnellement à la population totale. Certains se nourrissent de mieux en mieux, mais ils le font aux dépens de ceux qui mangent de moins en moins. En Suisse, comme aux Etats-Unis, nous ne pouvons manger plus. En termes de calories physiques, nous avons atteint les limites de ce que nous pouvons absorber. Mais on peut encore avaler de la valeur ajoutée. C'est cela que j'appelle manger de l'argent. On peut le manger sous forme de fraises au mois de février ou de légumes hors-saison en provenance du tiers monde. On peut le faire manger à son chien sous forme de pâtés volés dans les ressources du tiers monde. Si je dis cela, ce n'est pas pour culpabiliser le consommateur, mais pour essayer de lui faire comprendre que nous aussi, chez nous, nous sommes également victimes, à un degré naturellement moindre, du système alimentaire qui fait tant de victimes dans le tiers monde. Un système contrôlé, ici et là-bas, par les mêmes compagnies multinationales.

- *Ce qui vous intéresse le plus, ce sont donc les stratégies du pouvoir ?*

- Absolument, Je crois que c'est inutile maintenant d'étudier les pauvres. L'important, c'est de comprendre pourquoi ces pauvres sont dans l'état où ils se trouvent. Et cela, il faut le rechercher chez nous, dans les structures du pouvoir. Aux gens des pays développés, je dis : essayer d'abord de comprendre ce qui est en train de vous asservir, vous et vous comprendrez ce qu'est l'asservissement du tiers monde. Les occasions ne manquent pas, il suffit de se rendre dans un supermarché pour enter en contact avec le système alimentaire mondial ...

- *Vous êtes une "militante" et votre livre est un livre de combat. Alors, vous arrive-t-il d'être fataliste ?*

- Quand je suis un peu découragée - ça nous arrive à tous, n'est-ce pas ? - je me répète ce qu'a dit Gramsci : pessimisme de l'esprit, optimisme de la volonté. Il faut voir par l'esprit que les choses vont mal. Mais il reste l'optimisme de la volonté, parce qu'il nous est possible de faire des choix.

Je ne crois pas aux gens ordinaires. Chacun peut devenir extraordinaire et changer son environnement. Et quand je vois tous ceux qui essaient d'agir, je ne peux être qu'optimiste.

Propos recueillis par :
Bernard WEISSBRODT

Près de deux milliards de tonnes de déchets en Europe

Un recyclage adéquat permettrait de récupérer pour 400 milliards de F

UN milliard huit cent mille tonnes : c'est la quantité de déchets en tout genre que «produit» chaque année la Communauté européenne. Environ cinq millions de tonnes par jour.

La valeur potentielle totale de ces matières non récupérables est probablement supérieure à 400 milliards de F par an, et on estime, dans les milieux de la Commission, que leur recyclage permettrait de réaliser des économies à l'importation situées entre 200 et 350 milliards de F.

Les ministres des Neuf responsables de l'environnement ont abordé le sujet, lundi, lors de leur réunion de Luxembourg, mais ils n'ont eu qu'un échange de vues de caractère général. En attendant, la montagne croît.

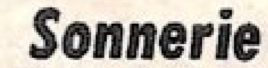
La gestion des déchets de notre société s'avère de plus en plus urgente. Il s'agit à la fois de lutter contre le gaspillage et de diminuer la pollution, réalisant ainsi des bénéfices économiques et écologiques considérables. C'est un objectif d'importance majeure si on tient compte du fait que la Communauté produit actuellement environ 1.800 millions de tonnes par an de déchets de toute nature dont 950 millions de tonnes de déchets agricoles, 350 millions de tonnes de déchets industriels et 90 millions de tonnes de déchets urbains.

Dans ce dernier chiffre, les ordures ménagères représentent 74 millions de tonnes.

En fouillant statistiquement nos poubelles, on y trouve, en effet :

- 22 millions de tonnes de papier et de carton;
- 20 millions de tonnes de matières organiques (déchets d'alimentation) qui sont partiellement récupérables sous forme de compost;
- 16 millions de tonnes de débris fins (papier, denrées alimentaires, verre, tissus, poussières, etc.);
- 5 millions de tonnes de verre (notamment des récipients);
- 3 millions de tonnes de matières plastiques (en majeure partie des emballages);
- 2 millions de tonnes de textiles.

Libre Belgique 11.4.78



Sonnerie

Un médecin australien avait téléphoné à un électricien pour qu'on vienne lui arranger la sonnette.

Trois jours passèrent et comme personne n'était venu, le médecin rappela l'électricien, qui lui répondit qu'il s'était bien présenté à l'adresse indiquée mais que comme il avait sonné et qu'on ne lui avait pas ouvert, il était reparti !

T.L.M. 26.8.78

Pour mieux comprendre

« C'est bœuf, j'ai paumé mon taque-mouches » = c'est idiot, j'ai perdu mon porte-monnaie (Neuchâtel).

Soif d'énergie

En un an, la consommation mondiale d'énergie au augmenté de 3%. Le **Moyen-Orient** *arrive en tête avec 6,3% et l'***Europe occidentale** *en queue avec à peine 0,3%. Au cours des cinq années qui ont suivi la crise du pétrole,* **les besoins mondiaux se sont accrus de 10%,** *mais de manière fort inégale. Alors que la consommation a progressé de 1% en Europe et de* **3,5% en Amérique du Nord,** *elle totalise 23% en Afrique,* **22% dans les pays de l'Est,** *19% au Moyen-Orient, 14% en Amérique du Sud, 11% en Extrême-Orient. Ces chiffres sont* **bien supérieurs à ceux qu'avaient retenu les experts** *chargés d'évaluer en 1974 les conséquences de l'augmentation du prix du pétrole.*

T.L.M. 25.4.78

Trafic d'armes

En dépit des déclarations du candidat Carter à la présidence, les Etats-Unis n'ont pas réduit leurs exportations d'armes : 11,1 milliards de dollars en 1977 et 13,5 en 1978. L'année dernière, **les pays sous-développés ont acheté pour plus de 20 milliards de dollars d'équipements militaires.** *A signaler que ces pays envoient leurs officiers se perfectionner aux Etats-Unis,* **400 000 entre 1950 et 1978,** *qui s'adressent ensuite tout naturellement aux fournisseurs américains pour obtenir le matériel dont ils ont pris l'habitude.*

T.L.M. 9.5.78

MEDICAMENTS VENDUS DANS LE TIERS MONDE

Un savant accuse les laboratoires

Les laboratoires pharmaceutiques internationaux ont tendance à passer sous silence les contre-indications ou dangers de leurs produits pour n'en souligner que les seuls mérites, lorsqu'ils sont destinés aux pays en développement, a affirmé hier à Kyoto un savant américain.

Le Dr Milton Silverman, de l'Université de Californie, qui participe actuellement à Kyoto à la conférence internationale sur les méfaits des médicaments, est parvenu à cette conclusion après l'étude approfondie de la « littérature » promotionnelle de quelque 40 médicaments vendus par 23 sociétés multinationales implantées aux Etats-Unis, en France, en Suisse et en RFA.

Cette étude, affirme le Dr Silverman, montre que lorsque ces sociétés vendent un produit aux Etats-Unis, où existe en ce domaine une stricte législation, elles n'omettent jamais de signaler avec force détails ses contre-indications éventuelles. Par contre, a observé le Dr Silverman, le même produit lorsqu'il est destiné à des pays d'Amérique latine ou tout autre pays du tiers monde voit ses mérites grandement exagérés tandis que l'on minimise (quand on ne les passe pas sous silence) ses inconvénients.

Une telle pratique peut entraîner pour les patients concernés des souffrances inutiles et même la mort, affirme le Dr Silverman, qui juge le phénomène très sérieux et répandu à travers tout le tiers monde. (AFP)

La Liberté 19.4.78

Grandes compagnies pétrolières

Une énorme tricherie

Sept grandes compagnies pétrolières américaines sont accusées par l'Administration américaine d'avoir extorqué 1,7 milliard de dollars à leurs clients au cours des six dernières années.

Dans une plainte déposée hier, le Département de l'énergie avance que les sept compagnies ont majoré illégalement les prix de leur pétrole brut en trichant sur les volumes de pétrole extraits après 1972. En effet, si le pétrole produit après 1972 peut être vendu au «nouveau» prix de 13 dollars le baril, tout le pétrole extrait avant cette date est limité à 6 dollars le baril.

Outre Texaco, accusée de la moitié de ces « surcharges », le Département de l'énergie cite Gulf Oil, California Standard, Atlantic Richfield, Marathon Oil, Indiana Standard et Ohio Standard. Dans sa plainte, le Département de l'énergie demande que les sept compagnies remboursent les sommes illégalement perçues à leurs clients ou au Trésor. Si ces accusations sont confirmées, l'Administration pourrait leur imposer des amendes qui atteindraient 2,4 milliards de dollars au total.

(afp)

L'Impartial 3.5.79

Chili

● LA BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT ET LA BANQUE MONDIALE ont accordé au Chili des prêts pour un total de 428.34 millions de dollars (environ 1 863 millions de francs) depuis le coup d'état militaire de septembre 1973. C'est ce qu'indiquent les statistiques publiées le mercredi 2 mai par la Banque centrale chilienne. Le Chili a également bénéficié, depuis la même date, de prêts de 89 millions de dollars (387 millions de francs) accordés par l'Agence américaine pour le développement international. — *(A.F.P.)*

Le Monde 4.5.79

En Espagne

Bombe sur un camping

Une bombe, qui s'était détachée d'un chasseur-bombardier américain F-4, est tombée mardi dans un camping situé dans le nord de l'Espagne, a-t-on appris hier de source officielle à Saragosse. Il n'y a eu aucune victime.

La bombe s'est détachée alors que l'appareil était en mission d'entraînement. Elle a été récupérée mercredi par des artificiers américains.

(afp)

L'Impartial 3.5.79

Royal Dutch/Shell : la preuve ?

Avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 30,4 milliards de livres sterling (109,44 milliards de francs suisses), la compagnie multinationale néerlandaise pétrolière Royal Dutch/Shell a réalisé en 1978 un excédent de recettes de 1,086 milliard de livres (3,909 milliards de francs), ce qui représente une diminution de l'ordre de 21% par rapport au bénéfice de 1,377 milliard de livres (4,957 milliards de francs) réalisé en 1977.

Cette diminution du bénéfice en 1978 est essentiellement due à la stabilité des prix des produits pétroliers durant l'année. En 1977 par contre, les prix n'avaient cessé d'augmenter, permettant ainsi au géant néerlandais de réaliser des gains considérables.

Relevons que le président de la société a déclaré récemment que la situation allait en s'améliorant: les hausses des prix du pétrole brut enregistrées durant les trois premiers mois de l'année — hausses se situant entre 20 et 25% — devraient permettre de présenter un bilan plus positif pour le premier trimestre de 1979 déjà. Et comme les prix du pétrole ne cessent de grimper, les bénéfices devraient suivre automatiquement... Ce qui prouverait finalement bien que, plus le pétrole est cher, plus les compagnies multinationales se remplissent les poches!

JLW

REFLETS DU MONDE ENTIER

THE WALL STREET JOURNAL

Sam et Jonathan

La grande bataille des « pet food » (aliments pour animaux de compagnie) est engagée aux Etats-Unis, rapporte le *WALL STREET JOURNAL :*

« Tandis que les ventes des autres produits alimentaires stagnent depuis cinq ans, le marché des aliments pour animaux progresse de près de 4 % par an. Les repas en boîtes pour chiens et pour chats remplissent maintenant 60 mètres de rayons du supermarché moyen, soit 30 % d'espace de plus qu'il y a cinq ans. Ils occupent plus de place que n'importe quel autre article, y compris les boissons gazeuses, les bonbons et les produits pour le petit déjeuner.

» En même temps, les « pet food » se spécialisent de plus en plus : les propriétaires de chiens peuvent choisir des menus pour vieux chiens, jeunes chiens, chiens trop gros, chiens de ville ou chiens des champs. La firme Carnation Co. attend actuellement l'accord du gouvernement pour lancer sur le marché un aliment contraceptif en boîtes pour chienne.

» Les Etats-Unis compteraient actuellement 52 millions de chiens et 36 millions de chats. (...) Les jeunes couples ont des enfants plus tard que par le passé et un chat ou un chien constitue un agréable substitut, qui est traité comme un enfant et tend à être nourri d'une façon plus onéreuse qu'autrefois. » « Que représentent quelques cents de plus quand on aime », explique un chargé de relations publiques, M. Teller, père d'un fils, Jonathan, et d'un terrier, Sam. »

Le Monde 4.3.79

GENEVE EN CHIFFRES - STATISTIQUES REVELATRICES

Sur une population de 336'674 habitants, le canton de Genève comptait à fin 1977 :

- 174'000 catholiques (51,7%)
- 120'306 protes (35,8%)
- 4'476 israélites (1,3%)
- 37'792 autres (11,2% , y compris les catholiques chrétiens et les agnostiques.)

Dans le Service d'information catholique (mars 1979), qui a reproduit de larges extraits des statistiques officielles, l'abbé Charles Devaud, secrétaire de la pastorale d'ensemble, souhaite attirer l'attention sur certains points :

- l'exposition du secteur tertiaire dans la répartition de l'emploi

- le nombre élevé de frontaliers

- l'augmentation de la population catholique en raison de la stabilisation de la main-d'oeuvre étrangère.

- le nombre impressionnant de contribuables dont le revenu est inférieur à Fr. 30'000.-- et celui, non moins important, des grandes fortunes.

S.P.P. avril 79

LE PRIX TEMPLETON A UN BOUDDHISTE JAPONAIS

La Fondation Templeton, qui décerne chaque année depuis 1972 un prix « pour le progrès de la religion », a été décerné à M. Nikkyo Niwano, bouddhiste japonais, fondateur d'un mouvement de laïcs qui compte aujourd'hui 4 600 000 membres.

Le prix (dont le montant est de 80 000 livres britanniques) est décerné par un jury qui comprend notamment le patriarche de Constantinople, Gerald Ford (ancien président des Etats-Unis), Yehudi Menuhin, Leo Tindemans (ancien premier ministre belge), ainsi que des personnalités musulmanes et bouddhistes.

La Croix 3.2.79

Elections européennes : messages des évêques

PARIS (AFP) — Les présidents des conférences épiscopales des pays de l'Europe des neuf ont adressé hier un message aux catholiques, à l'occasion des prochaines élections au parlement européen.

« Si importante qu'elle soit, la construction de l'Europe des neuf — puis bientôt des douze — ne saurait être un but en soi », affirment les signataires. « L'Europe ne saurait s'enfermer dans ses frontières » (...). Ils soulignent notamment que les pays du tiers monde « doivent être traités comme de vrais partenaires et non en assistés, voire en exploités ».

Les evêques européens estiment encore que la crise économique actuelle « nous impose de revoir le style de vie occidental. Beaucoup y sont aujourd'hui sensibles et pensent que nous sommes irrémédiablement conduits à une vie plus sobre, affirment-ils.

« On ne saurait enfin parler de l'Europe, poursuivent-ils, sans évoquer la question des droits de l'homme, et s'interroger sur la manière dont ils sont respectés dans nos propres pays, et ce que nous faisons pour qu'ils soient vécus dans le monde entier ».

L'Europe se construira-t-elle en tenant compte de ces valeurs fondamentales que sont le droit à la vie, les droits de l'enfant, avant ou après la naissance, de la femme, de la famille, des réfugiés ou des travailleurs, en particulier des étrangers. « Nous l'espérons », disent les évêques européens.

La Suisse 20.4.79

Dom Helder Camara : "Je suis plein d'espérance !"

"Je viens de parler des pauvres, des structures d'injustice à changer ici et là-bas, du péché social et de la conversion personnelle (...) Je suis plein d'espérance devant ce qui se fait déjà ici et là-bas. C'est l'esprit de Dieu qui souffle. Si Dieu a écouté la plainte de son peuple au temps des pharaons, quand 75 % de l'humanité vit dans des conditions sous-humaines, hors du partage, comment Dieu n'écouterait-il pas le cri de son peuple ?" COTMEC Inf. avril 79

HONG-KONG : L'ENGAGEMENT POUR LES PAUVRES CONDUIT EN PRISON

Deux travailleurs sociaux, un médecin et un ecclésiastique italien, ainsi que 67 personnes habitant des jonques (parmi lesquelles des femmes et des enfants), ont été arrêtés par la police. Toutes ces personnes de Hong-Kong étaient réunies devant la résidence du gouverneur pour lui remettre une pétition lui demandant de pouvoir déménager sur terre ferme.

Comme Hong-Kong ignore la liberté de parole, de presse et de réunion, ces personnes ont été traduites devant le tribunal pour "trouble de l'ordre public". Au total plus de 4'000 personnes vivent entassées sur 800 jonques serrées les unes contre les autres dans une misère indescriptible Leur revenu mensuel atteint en moyenne 68 francs. L'Entraide protestante suisse soutient depuis longtemps le travail des assistants sociaux dans les bas-fonds de Hong-Kong; ceux-ci sont maintenant en détention.

S.P.P. avril 79

ACTION "VIVRE SANS ARME" FONDEE A BERNE

Une communauté d'action "Vivre sans arme" a vu le jour à Berne. Elle s'appuie sur une demande exprimée par la dernière assemblée générale du Conseil oecuménique des Eglises (Nairobi 1975) adressée aux Eglises, les invitant à vivre sans la protection des armes et à prendre des initiatives entraînant un désarmement efficace.

Celui qui adhère à la communauté d'action s'engage à militer pour que l'Etat recherche des solutions non-violentes dans le but d'assurer la paix.

A la tête de la communauté d'action se trouve un comité de 14 personnes appartenant au mouvement de la réconciliation, à l'Association des socialistes religieux, au Quakers, aux Fédérations des femmes catholiques et protestantes et au Mouvement des Femmes pour la paix.

S.P.P. avril 78

Humour d'ici

Deux Schwytzois, en l'occurrence réputés pour leur pingrerie, se perdent au cours d'une sortie en montagne et trouvent refuge dans une cabane. Le village, alerté, envoie une colonne de secours qui parvient à repérer la cabane et frappe à la porte :

— Qui c'est ? demande une voix de l'intérieur.

— C'est la Croix-Rouge !

Alors cette réponse :

— On a déjà donné...

TLM 24.8.78

Zurich, 10 (ATS). – La Suisse est l'un des pays au monde qui dépense le plus pour les soins du visage, du corps et de la chevelure. Les ventes de produits de parfumerie et de beauté ainsi que d'articles de toilette se sont élevées à environ 770 millions de francs en 1977, l'augmentation annuelle étant de 1 à 2%. Le montant annuel correspondant, de 122 francs par individu, dépasse de 65% celui des Etats-Unis. Ces données se basent sur une étude réalisée par deux maisons spécialisées dans les études de marchés, soit «Turner research et consulting, Zurich» et «Consultex SA, Genève».

La Liberté 12.1.78

PRENDRE MOINS ET DONNER PLUS : UN APPEL AU CONSEIL FEDERAL A PROPOS DE LA CNUCED V

A l'occasion de la 5ème session de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, la Fédération genevoise de coopération lance un appel au Conseil fédéral. Cette démarche répond à un voeu de la Fédération qui souhaite que la Suisse prenne une part positive et active à cette conférence en soutenant les dispositions capables de faire évoluer les rapports Nord-Sud dans le sens d'une plus grande équité. La Fédération souhaite que des mesures soient prises dans 3 secteurs :

- une organisation des marchés de produits de base, à l'abri des manoeuvres spéculatives et susceptibles de garantir une rémunération juste et stable aux producteurs
- l'adoption d'un code de conduite international obligatoire afin de réduire le coût des transferts de technologie et de permettre aux pays pauvres d'en contrôler l'acquisition et l'utilisation
- la remise de la dette publique aux pays économiquement les plus faibles et l'adoption de critères applicables en cas de difficultés graves de balance des paiements.

La Fédération genevoise de coopération demande au Conseil fédéral de prendre position en faveur de ces mesures et de charger la délégation suisse à Manille de s'employer à les faire adopter.

Dix-huit des vingt-six membres de la Fédération et dix-neuf autres associations ont signé cet appel, sans compter neuf cents signatures individuelles.

Parmi les signataires se trouvent les Commissions tiers monde des Eglises nationale protestante, catholique romaine et catholique chrétienne.

S.P.P. avril 78

AFRIQUE : HORIZON 2000

Les conclusions du colloque de Monrovia

Du 12 au 16 février 1979, sur l'initiative de M. Edem Kodjo, nouveau secrétaire administratif de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), s'est réuni à Monrovia, capitale du Libéria, un Colloque sur les perspectives du développement de l'Afrique à l'horizon 2000. Y participèrent une quarantaine d'hommes et de femmes du monde africain de l'économie, de la science, du travail, de la santé, de la diplomatie et de la culture. A souligner que les invitations étaient faites à titre personnel, indépendamment de toute ingérence gouvernementale.

Grâce à l'amabilité de M. Albert Tévoédjré, directeur de l'Institut international d'études sociales au BIT et rapporteur de ce colloque, il nous est possible - sur la base d'un projet de rapport final, de rendre compte des grandes tendances et des conclusions essentielles de cette rencontre qui portait sur deux thèmes principaux : quel type de développement pour l'Afrique à l'horizon 2000 ? quels voies et moyens à cet effet ?

Les réflexions qui sont apportées sont loin d'avoir toutes la même originalité. Ce qui est réellement nouveau dira un commentateur avisé, "c'est que ces hommes commencent à être écoutés". D'où l'intérêt de ce dossier.

LE DIAGNOSTIC

Le continent africain vit plus dramatiquement que les autres régions du monde. Les contre-performances des stratégies de développement adoptées par la plupart des pays et dont l'échec, souligné par les crises sociales qui secouent désormais les pays industrialisés, n'est plus à démontrer. Pour ce qui concerne plus spécialement l'Afrique, en dépit de vastes ressources naturelles et d'efforts méritoires des gouvernements et des populations, on n'observe ni des taux de croissance significatifs, ni des indices de bien-être populaire satisfaisant. Les problèmes du sous-emploi et du chômage s'aggravent. L'utilisation des ressources est largement en-dessous des possibilités. La coopération interafricaine ne correspond nullement aux décisions et aux voeux clairement formulés par les hautes autorités des pays concernés. Des engagements pris par les chefs d'Etat ne sont pas appliqués alors qu'ils pourraient, dans de très nombreux cas, être mis en oeuvre et contribuer de manière efficace à l'amélioration du niveau de vie des populations.

L'Afrique qui donne l'image du continent de la vie et de la joie, abrite en fait dans une égale mesure la sombre réalité de la mort : mort massive des enfants, mort violente de toutes sortes. Cette perspective de la catastrophe ne relève pas de la simple imagination. Les faits sont là qui accusent le passé et le présent et insultent l'avenir.

CHANGEMENT DE CAP

Devant le constat d'une situation douloureusement inquiétante, qui ne peut que s'aggraver dans l'avenir proche ou lointain si les mêmes méthodes continuent, la seule vision possible pour l'horizon 2000 est un changement de cap radical.

■ L'objectif premier du développement ne peut être que la création d'un environnement matériel et culturel favorable à l'épanouissement et à la participation créative (...) La vision d'une Afrique libérée de la faim, de la maladie, de l'ignorance, du chômage, d'inégalités sociales et culturelles, de pressions et d'agressions extérieures passe nécessairement par l'autodépendance, c'est-à-dire par un développement endogène avec la libre et effective participation de la population. Ceci implique essentiellement la valorisation de l'utilité sociale des hommes par l'emploi et constitue la priorité dont tout le reste devra découler.

■ Le deuxième objectif consiste à élaborer des politiques pour l'utilisation et l'exploitation rationnelles des ressources naturelles en assurant avant tout une autosuffisance sur le plan alimentaire et

une transformation locale des matières premières. L'autosuffisance alimentaire notamment devient un facteur de sécurité, et donc une contribution non seulement au bien-être des Africains, mais aussi à la paix mondiale.

■ Afin de permettre à l'Afrique d'assumer son autonomie, il faudra remettre en cause l'ensemble des systèmes d'éducation et de formation et abolir les barrières entre l'éducation et l'emploi, l'éducation et la société, l'éducation et la culture, en un mot le mur qui sépare l'éducation de la vie. C'est le troisième objectif qui, en fait, conditionne le changement mental et social que requiert l'option de l'auto-dépendance.

■ Le quatrième objectif découle de la constatation que les problèmes de la liberté et de la justice ne peuvent plus être marginalisés. L'avènement d'un Etat respectueux des libertés fondamentales était hier l'une des revendications majeures de la lutte pour l'indépendance. Ce vieux rêve est-il devenu un cauchemar dans lequel répressions et censures condamneraient et réduiraient des générations entières d'Africains au silence ?



(Photo P. Jubin)

AMER CONSTAT

Le produit national brut calculé à l'échelle africaine ne représente que 2,7 % du produit mondial. Avec 365 dollars par tête en moyenne, l'Afrique a le revenu annuel le plus bas du monde et, avec une mortalité infantile de 137 ‰, le taux mondial le plus élevé. Résultat d'une politique de développement centrée sur les villes, le sous-emploi et le chômage atteignent des degrés alarmants en touchant 45 % de la population active. Et si l'on compte actuellement un médecin pour 672 habitants des centres urbains, il n'y en a, en moyenne qu'un seul pour 26'000 habitants dans les régions rurales.

A ces quelques constations, s'ajoute la dépendance excessive vis-à-vis de l'extérieur, même dans le domaine alimentaire. Les échanges et les structures commerciales continuent à suivre presque uniquement le courant Nord/Sud. Ce legs du passé favorise les lois de l'échange inégal et ses conséquences : détérioration des termes de l'échange, extraversion de la production, faible valorisation sur place des matières premières, etc.

Si le sous-développement n'est pas un état naturel, si les pays en voie de développement ne sont ni des pays arriérés, ni des pays sans ressources et sont victimes d'un système économique mondial installé au profit des nations dominantes, ils sont aussi victimes d'erreurs de conception et de stratégie qui leur ont fait adopter des modèles de développement inadéquats, non centrés sur les besoins humains et ne visant pas un développement principalement endogène.

DECOLONISER LE FUTUR

Le cri de détresse lancé au Colloque de Monrovia correspond à l'étendue d'un mal profond et rongeur, qui souligne que les graves problèmes dans lesquels se débat l'Afrique sont le résultat des plans et des stratégies de développement mis en oeuvre jusqu'à présent. La seule manière d'éviter les catastrophes que l'on aperçoit pour la fin de ce siècle est bien de promouvoir une nouvelle volonté politique

Le Colloque retient que l'Afrique peut s'engager dans une stratégie de maîtrise de ses besoins et de maîtrise des instruments culturels, sociaux, techniques, économiques et financiers, capables de promouvoir les actions appropriées et d'assurer le succès attendu pour changer la vie en Afrique.

Cette stratégie du changement, dont la nécessité n'est plus à démontrer, les participants au Colloque y ont réfléchi dans quatre directions principales :

- une nouvelle pédagogie de l'Unité africaine ;
- la nécessité de valeurs scientifiques, culturelles et sociales qui sous-tendent une nouvelle vision du développement ;
- la maîtrise des instruments techniques et financiers indispensables au nouveau développement ;
- une orientation nouvelle de la coopération internationale privilégiant les liens entre pays en voie de développement.

Il n'est pas possible ici de rendre compte en détail de chacune des faces de cette stratégie du changement. Aussi, la suite de ce dossier n'aborde-t-elle que l'une ou l'autre de ces options.

RENDRE A L'AFRIQUE EXISTENCE ET DIGNITE

"Nous sommes venus à Monrovia - écrit M. Albert Tévoédjré en conclusion de son projet de rapport final - dans la perspective des années 2000, c'est-à-dire pour notre jeunesse qui, elle, en aura fini avec l'apartheid sous toutes ses formes si nous lui en donnons, dès aujourd'hui, les moyens. Privilégier nos jeunes dans nos préoccupations, les rendre responsables et respecter leurs responsabilités, rechercher leur participation dans les décisions qui les concernent, c'est vouloir que l'Afrique change en direction du progrès. Ces jeunes, prêts à tous les sacrifices de nécessité profondément ressentie, veulent aussi passionnément la paix. Ils demandent que cesse la violence dont notre continent a trop souffert durant des siècles : esclavage, travail forcé, mercenaires de toutes guerres. Ils demandent que nos dépenses soient d'abord des dépenses de développement en raison, en économie et en humanité.

Cette jeunesse qui se prépare, disponible dans les coopératives scolaires, sur les chantiers, dans les ateliers d'éducation ouvrière, c'est elle demain qui dira si nous l'avons trahie. C'est en pensant à elle que nous avons rêvé d'une stratégie de salut public. Nous sommes profondément convaincus que, sans les libertés fondamentales respectées, subversion et répression sont la réponse, et c'est donc l'engrenage de la destruction. Nous sommes convaincus que le progrès se fonde sur la critique, l'autocritique, la tolérance, condition de cette dignité-même que nous voulons promouvoir. Par ces instruments universels qui nous appartiennent également en propre, nous devons répondre aux questions que nos jeunes, nos femmes, nos handicapés du corps et de l'esprit nous posent en permanence en nous poursuivant dans la sombre retraite de notre confort, ce confort finalement malsain puisque sans repos. Et nous découvrons déjà que, sans une profonde mutation, sans une révolution de l'espérance, il n'y a pas de stabilité politique possible. En revanche, quelles promesses, quelle prospérité partagée, quelles lumières enfin si le futur réorienté, le travail réorganisé, nous rendons à l'Afrique et à ses peuples existence et dignité !"

REFAIRE L'UNITE AFRICAINE

Face aux ressources et aux réalisations gigantesques de pays comme les Etats-Unis d'Amérique ou l'Union soviétique, face au labeur patiemment organisé de 900 millions de Chinois, devant la force économique chaque jour plus marquée que constitue le Marché commun européen, les pays africains, s'ils étaient appelés à se maintenir dans un nationalisme étroit, auraient à constater que non seulement l'écart entre pays riches et pays pauvres irait en se creusant, mais aussi que le continent risquerait de se trouver marginalisé, condamné au rôle de succursale de quelque empire, ancien ou nouveau.

L'Unité africaine n'est donc pas un slogan, un rêve généreux et une ambition irresponsable, C'est une nécessité. Pour donner corps à cette idée, le Colloque de Monrovia demande 3 mesures concrètes :

- la création d'un Marché commun africain basé sur une coordination et une intégration progressives, pouvant s'appliquer également à des produits particuliers ;

- le renforcement des dispositions favorisant la libre circulation des personnes et des biens sur le continent africain, mesures comportant entre autres la suppression des visas entre pays africains;

- l'éducation de l'opinion publique africaine à l'Unité de l'Afrique, avec, à l'appui, des actions au niveau des associations populaires.

AUTONOMIE COLLECTIVE ET VALEURS PROPRES

Dans ce contexte, il est important de favoriser une "réappropriation" des valeurs culturelles africaines de solidarité, de respect mutuel, d'attachement à l'environnement. Parmi ces valeurs culturelles figure également "le devoir de liberté".

Le Colloque insiste sur le fait qu'il n'y n'y a ni développement ni stabilité politique possibles si les droits individuels et collectifs sont marginalisés,si les libertés fondamentales ne sont pas prises en considération.

Dans le domaine de l'éducation et de la recherche scientifique, les objectifs envisagés pour l'horizon 2000 supposent une stratégie d'africanisation et de démocratisation de la connaissance. Cela veut dire notamment :

* mobiliser les Africains eux-mêmes comme agents pédagogiques, sans négliger l'utilisation des langues nationales africaines ;

* placer l'emploi, c'est-à-dire l'utilité sociale des hommes et des femmes au centre de l'éducation ;

* donner une priorité à la formation des formateurs africains dans tous les domaines ;

* renforcer l'autonomie nationale des institutions de l'enseignement supérieur africain, tout en favorisant des mécanismes panafricains de communication.

Enfin, l'objectif pour l'an 2000 est de se défaire de l'orientation générale actuelle, qui accepte sans discussion le concept et la pratique du "transfert de technologies", expression que le Colloque propose de rayer résolument du vocabulaire international.

LA SANTE ET L'EMPLOI POUR TOUS

Rien ne rendra l'Afrique productive si une attitude plus dynamique n'est adoptée vis-à-vis des problèmes de santé. Le Colloque préconise comme approche adéquate la promotion des soins de santé primaires, essentiels, fondés sur des méthodes et des techniques pratiques, scientifiquement valables et socialement acceptables, rendus universellement accessibles à tous les individus et à toutes les familles de la communauté, avec leur pleine participation.

Placer les hommes au centre du développement implique la maîtrise par eux-mêmes des instruments de leur promotion. Parmi ces instruments, ceux qui ont trait à la planification et à l'emploi, à l'autosuffisance alimentaire ainsi qu'au contrôle des ressources naturelles et des techniques financières, constituent des priorités. En matière d'emploi, par exemple, les pressions qui s'exercent dans le sens d'une migration des campagnes vers les villes pourraient être atténuées par des politiques d'industrialisation qui évitent la concentration urbaine.

SECURITE ALIMENTAIRE

La capacité des nations africaines de subvenir elles-mêmes à leurs besoins alimentaires est l'un des objectifs fondamentaux de leur stratégie d'auto-assistance et d'autosuffisance. Il faut donc que d'ici l'an 2000 elles soient parvenues à renverser la tendance à une diminution de la production alimentaire, à mettre fin à leur dépendance croissante vis-à-vis des importations et à prévenir les situations catastrophiques qu'engendrent les sécheresses. Le Colloque propose que le degré de dépendance d'un pays vis-à-vis de ses importations alimentaires soit considéré désormais comme l'un des indicateurs prioritaires de son niveau de développement.

(Comme autres indicateurs sont également mentionnés l'accès à l'utilité sociale, c'est-à-dire l'emploi, l'accès à la terre, la répartition de l'eau, la possibilité d'utiliser des matériaux locaux de construction, le degré d'alphabétisation et de connaissance de sa propre culture, l'éradication des maladies dues au défaut d'hygiène, l'efficience des transports en commun en fonction du nombre de points desservis, le caractère effectif de la participation aux décisions concernant la communauté et la gestion de ses affaires).

Enfin, les participants au Colloque de Monrovia ont estimé qu'il était essentiel que d'ici l'An 2000 les Africains aient retrouvé une souveraineté totale et permanente sur leurs ressources naturelles.

Mais la mise en oeuvre de tous ces projets ne peut ignorer les "passages obligés" dont l'un des plus impératifs demeure les moyens financiers, eux-mêmes liés au système monétaire international.

Dossier préparé par :

Bernard WEISSBRODT

POUR UNE COOPERATION REEQUILIBREE

L'Afrique est dans le monde et les affaires du monde entier sont aussi ses affaires. Mais elle refuse l'intégration dans un monde d'asservissement. Elle veut bâtir pour les années 2000 cette nouvelle coopération responsable et contractuelle où la solidarité ne sera pas celle "du cavalier et du cheval", ni la liberté celle du "renard libre dans le poulailler libre". Elle ne veut pas d'une interdépendance qui serait un nouveau nom plus commode pour la dépendance. C'est pourquoi les participants du Colloque de Monrovia insistent pour que toutes les négociations internationales auxquelles prend part l'Afrique soient inspirées par le diagnostic de la catastrophe que l'on a clairement perçue et par la vision prospective qui a été dégagée pour les objectifs du développement africain. Les déclarations très nombreuses sur ce point ont permis de retenir des orientations telles que :

"Réaliser nous-mêmes notre progrès et non plus seulement profiter de réalisations opérées chez nous par d'autres, à partir de nos ressources naturelles". (...)

"Prendre la gestion de toutes nos affaires et non y participer dans une mesure déterminée par d'autres". (...)

"Ce n'est plus le temps de la division internationale du travail. C'est le temps du développement de l'autonomie créatrice des peuples dans un échange international rééquilibré". (...)

MARIAGE :

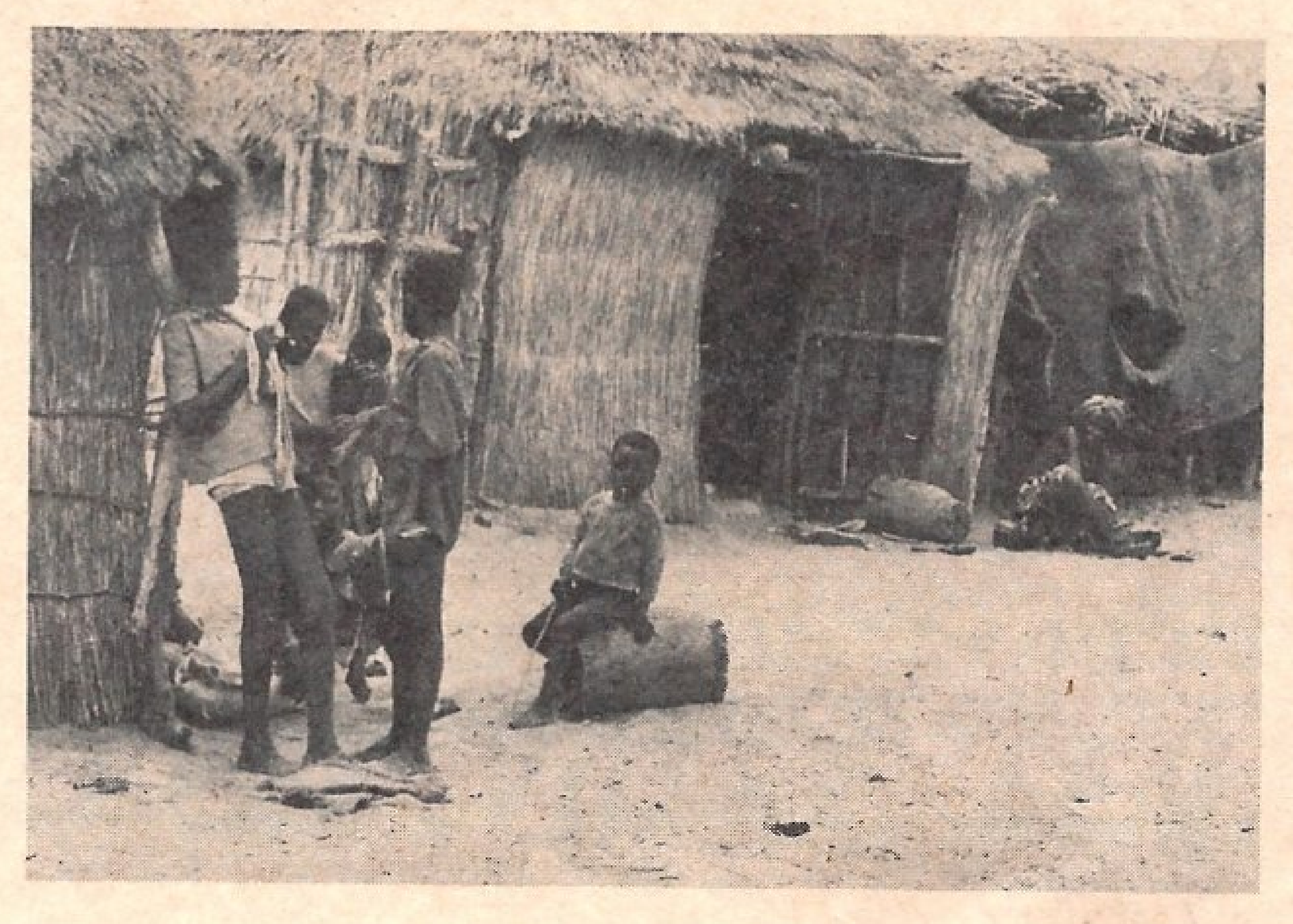
- *Henri MULLER (au Togo de 76 à 78) et Monika RUEGGER - le 5 mai 1979 leur adresse : HÖheweg 1 G, 3700 SPIEZ*

NAISSANCES :

- *Jacques, le 8 mars 1979, au foyer de Françoise et Daniel CABAT-MEYER, Maison Forestière - F - 25390 SUANS (Orchants-Vennes) France*
- *Véronique, le 9 avril 1979, au foyer de Germaine et Jean-Bosco SAMBOU-MEUWLY, 1482 AUMONT*
- *Sonia, le 17 avril 1979, au foyer de Roland et Monique FROSSARD, Les Molettes, 1627 VAULRUZ*
- *Sylvie, le 20 mars 1979, au foyer d'André et Raymonde MAYTAIN, 1961 BASSE-NENDAZ*
- *Maryline, le 6 mai 1979, au foyer de Françoise et Daniel UDRIOT-BARMAN, 1891 MASSONGEX*

retours au pays :

- Pierre JOSSERON, professeur à l'Ecole normale des filles de Gitega, au Burundi, de 1976 à 1978. Actuellement : 13, Rte du Chasseur - 1008 PRILLY
- Bernard et Thérèse QUILLE, et leur petite Delphine, qui ont travaillé de 1976 à 1978 dans l'animation rurale et l'éducation sanitaire de base à Mindjil, Nord Cameroun. Actuellement : chez M. Georges QUILLE - F 88270 DERBAMONT / France
- Deux volontaires sont rentrés en Suisse à la suite des évènements qui ont bouleversé le Tchad. Tous deux travaillaient dans des villes du sud du pays et ont séjourné d'abord au Cameroun avant de revenir. Pourront-ils retourner dans ce pays qu'ils aiment ? Catherine HÄLLER enseignait au Collège de Moundou qui a été fermé ; elle est à 3, Benjamin Dumur, 1008 LAUSANNE. Christian BOSSON étudiait un projet de ferme relié au Collège des jésuites à Sarh, collège dont l'activité a été profondément perturbée; il est à 5, Marc Dufour, 1007 Lausanne.
Signalons que dans les zones de brousse, la situation est calme et le travail normal.



(Photo P. Jubin)

stage:

Le stage d'introduction a réuni 19 participants au Bouveret durant la semaine après Pâques. Le premier stage final de préparation s'est déroulé de fin avril au 20 mai avec 11 candidats au départ, au chalet Analakely... et dans les villages de Blatten, Epesses et Vellerat !

Dans le prochain Interrogation, nous reparlerons de la Journée des anciens le 20 mai, au Bouveret.

Changement au comité

Début mars, Clément Barbey nous a dit ne plus pouvoir assumer la présidence du GVOM. Cela faisait 8 ans qu'il avait accepté de remplacer Michel Paccaud. Des responsabilités plus lourdes dues à un décès dans sa famille le contraignent à prendre cette décision.

C'est avec regret que nous avons dû accepter cette situation. Clément, nous le souhaitons, restera dans l'équipe d'Interrogation.



Françoise Bertallo est d'accord de reprendre la place que Clément a dû laisser.

Elle participe au comité dès 1970, après son retour d'Haïti, où elle était partie avec la troisième équipe GVOM.

Bon boulot, bonne suite... et merci !

SALUT CLEMENT !



Les pas dans le sable.
L'odeur de ta pipe finit-elle aussi par passer...
Mais...

Tes envolées, ton Amitié
La place que tu prends et que tu occupes
Tout le temps donné, consacré au GVOM
Ta compréhension, le moyen d'établir
des contacts que nous pensions perdus !

Les blocages que tu provoques... dont
on n'arrive pas longtemps à tenir compte
si l'on sait te regarder, si l'on veut
te regarder vivre.

La santé, les nerfs, des bouts de vie
que tu laisses, pour que nos nerfs, notre
santé,des bouts de nos vies soient différents.
Ton attachement à l'église, bien que ceux qui la "défendent"
ne te prennent pas au sérieux...
Nos fois, nos idées partagées, entrechoquées
Ta tendresse, tes explosions.

Les formes que tu sais trouver
Les formes que tu sais devoir mettre
Les formes d'une simplicité... d'une timidité...

Ces trucs de groupes... dont nous ne parlerons pas... non, non !

L'Hôtel de Londres, chez Marguerite, le monde, le développement, des engagements,
nos engagements qui transforment, qui se ratatinent... qui renaissent.

Nos séances souvent, des amitiés, des décisions à prendre entre vivants...

Savoir pouvoir compter sur toi.
Savoir que si beaucoup s'esquivent, toi tu es là, tu trouves le moyen d'être là.

Merci, à tout de suite, bonnes routes, vivre...

Assemblee génerale – Yverdon 31.3.1979

L'assemblée a débuté par un exposé de M. Maurice Lack,du Centre écologique Albert Schweizer, sur l'énergie solaire au Sahel. En effet, ce dernier n'ayant pu se rendre à Boumben (expérience sur le bio-gaz), il nous informe de ses découvertes à propos des nouvelles énergies au Sahel. Eirene se propose de garder des contacts avec M. Lack, les projets au Sahel sur l'énergie solaire pouvant, à l'avenir, intéresser Eirene.

Activités du Comité :

Alain donne quelques explications sur le rapport du comité qui était joint à la convocation. En quelques mots, il rappelle et démontre l'importance de notre engagement en Europe, développe l'idée de la coopération entre petits groupes ou cellules de pays d fférents. En effet, des échanges entre différentes communautés, sans forcément passer par un gouvernement, devrait être un de nos buts pour un proche avenir. Un mouvement vaudois des 3 comités s'est formé et se retrouve occasionnellement.

Recrutement des volontaires :

Alain nous fait part du nombre très faible des candidatures auxquelles nous pouvons donner suite, soit pour des raisons de qualifications ou parce que les postes correspondants aux demandes n'existent pas. La diminution des volontaires suisses est maintenant apparente, comme convenu avec la ligne fixée.

- VOLONTAIRES : Actuellement au MAROC : Jurg et Véréna SCHERTENLEIB
  Bruno et Hanny SANTINI
  Peter et Josette ASTEROD
  William BOLLE
  en EUROPE : Pierre BURGAT
  Pascal et Anne-Catherine THARIN

- STAGE : Moufid, un apprenti marocain de FEZ, suit toujours un stage à Bienne, stage supervisé par MM. A. Schwaar et Fornerod.

Projets :

Francis Fornerod nous informe que les projets réalisés avec l'Entr'aide nationale au Maroc prendront fin, pour Eirene, en juillet 1979. Les autres projets marocains, Azrouet Aîn Choc, continueront. Les projets continuent normalement à Boumben, au Tchad, au Niger et en Espagne.

Mouvements non-violents :

Pascal Tharin, travaillant au CMLK (mouv. non-violent), nous remet son rapport annuel. A noter dans ce rapport, l'apport d'informations complètes sur les mouvements non-violents en Suisse, ainsi que sur leurs activités.

Budget 1979:

Les comptes 1978 (prés. par Michèle Tharin) présentent une diminution de capital d'env. Frs 9'500.--. Les cotisations ont passé de Fr. 1'800.-- à Fr. 3'300.--.

RESERVEZ VOTRE SEMAINE !

Semaine de formation à la NON-VIOLENCE - DU 9 AU 14 JUILLET 1979

Lieu : LE LOUVERAIN, 2206 LES GENEVEYS S/COFFRANE (NE)

Animation : René MACAIRE et GROUPE NON-VIOLENT de NEUCHATEL

Retenez ces dates ! Renseignements : tél. 038 / 57 16 66

" Non-Violence, dimension communautaire, écologie, autogestion,... doigts d'une même main".

COLLOQUE INTERNATIONAL A GENEVE SUR L'AVENIR DU VOLONTARIAT

La communauté de travail "Unité" regroupe les organisations de volontaires de notre pays. Elle organise au Foyer John Knox à Genève, du 11 au 13 juin, un Colloque européen, où se retrouveront les principaux responsables des organismes de volontariat. Après 20 ans, soit 2 décennies de développement, quelle analyse les volontaires portent-ils sur leur action ? Un constat sans complaisance sera établi. Il débouchera sur une question fondamentale : quel développement, quel volontariat pour la 3e décade du développement ?

Ce colloque aura un prolongement du 6 au 8 novembre 1979 au Séminaire international du volontariat, à la Maison de l'Europe à Strasbourg, sous l'égide du Conseil de l'Europe.

EVALUATION PAR-CI, EVALUATION PAR-LA !

La Direction de la Coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA) et les organismes de volontariat de Suisse ont décidé de collaborer au cours des prochains mois pour "évaluer" le travail des volontaires suisses des organismes non gouvernementaux. La DDA s'est engagée sur une voie non habituelle, originale et qui rencontre notre total soutien : pas de statistiques, mais découvrir l'impact du travail des volontaires sur le terrain, notamment à travers les relations socio-culturelles avec d'autres personnes et d'autres cultures. Des groupes prépareront l'évaluation en Suisse, d'autres outre-mer. Des séminaires seront organisés ensuite en Colombie, au Cameroun, à Java, pour revivifier le volontariat au service de la solidarité humaine. Ainsi, à travers des projets choisis dans différents continents, dans différentes organisations, une approche intéressante du volontariat suisse sera menée et répercutée dans les milieux officiels. Un nouveau printemps souffle sur les bords de l'Aar...

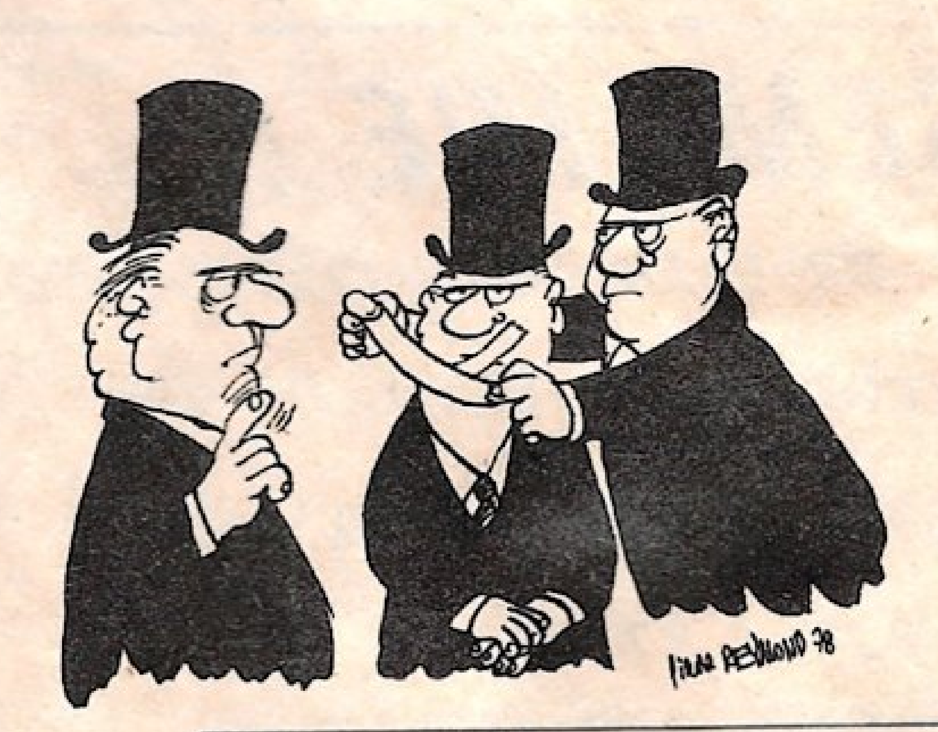
SESSION D'INITIATION MEDICALE POUR MISSIONNAIRES ET COOPERANTS

LYON 20 AOUT - 15 SEPTEMBRE 1979

L'Association Médicale Missionnaire, conjointement avec les Facultés Catholiques de Lyon et l'Hôpital St-Joseph, ainsi qu'en liaison avec la Croix-Rouge Française, organise à Lyon, comme chaque année, une session d'initiation médicale. Cette session, qui aura lieu du 20 août au 15 septembre, est destinée à tous ceux, prêtres, religieuses, religieux et coopérants qui demeurent habituellement en pays tropical ou vont s'y rendre pour oeuvrer dans un esprit chrétien de service et de coopération.

La session comprend des cours pratiques et, suivant les cas, soit des stages, soit des cours de secourisme organisés par la Croix-Rouge. Elle comporte, en outre, un enseignement théorique donné par des médecins spécialistes.

Aucun frais d'inscription ni de scolarité n'est à la charge des participants, seuls les frais de voyage et de séjour leur incombent. Renseignements : Association Médicale Missionnaire, 74 Rue Ypres, 69316 LYON CEDEX 1.



LA COOPERATION OUI ...

MAIS COMMENT ?

UN TEMOIGNAGE

Un animateur rural africain nous parle des assistants-techniques avec qui il travaille. " Ses paroles nous interpellent et nous font remettre en cause nos idées et nos manières d'agir au sujet de l'aide que nous pouvons apporter aux habitants du Tiers-Monde. C'est en ce sens que nous considérons ce témoignage comme très positif. Il pourra peut-être éclairer certains jeunes qui désirent partir en coopération."

... "Moi, ça fait un peu plus de cinq ans que je travaille avec les assistants techniques. Disons depuis le début de 1973. Le premier qui est venu a fait neuf mois avec moi. Il est parti avant la fin de son contrat pour cause de maladie. Il s'appelait André. C'est avec lui que j'ai commencé l'animation des villages de la région.

Comme il est parti trop vite, il n'y avait pas de remplaçant prêt à venir. Alors, on a détaché un gars d'une autre équipe pour venir m'aider.

Il s'appelait Louis. Il est resté quatre mois puis il est parti. Marc est venu à son tour et il a fait deux ans juste. Quand il est parti, c'est Julien qui l'a remplacé. Il a fait vingt mois et maintenant un nouveau est arrivé depuis trois mois.

Tous ces assistants techniques qui viennent nous aider comme ça, je peux dire que c'est bien et que ça nous aide beaucoup. Mais quand même, je trouve pas mal de difficultés là-dedans".

..."Par exemple, avec Marc, ensemble, nous avions vu que les visites d'études dans les autres groupements villageois, c'était très bon car ça nous ouvrait les yeux sur d'autres manières de faire, ça nous donnait des idées.

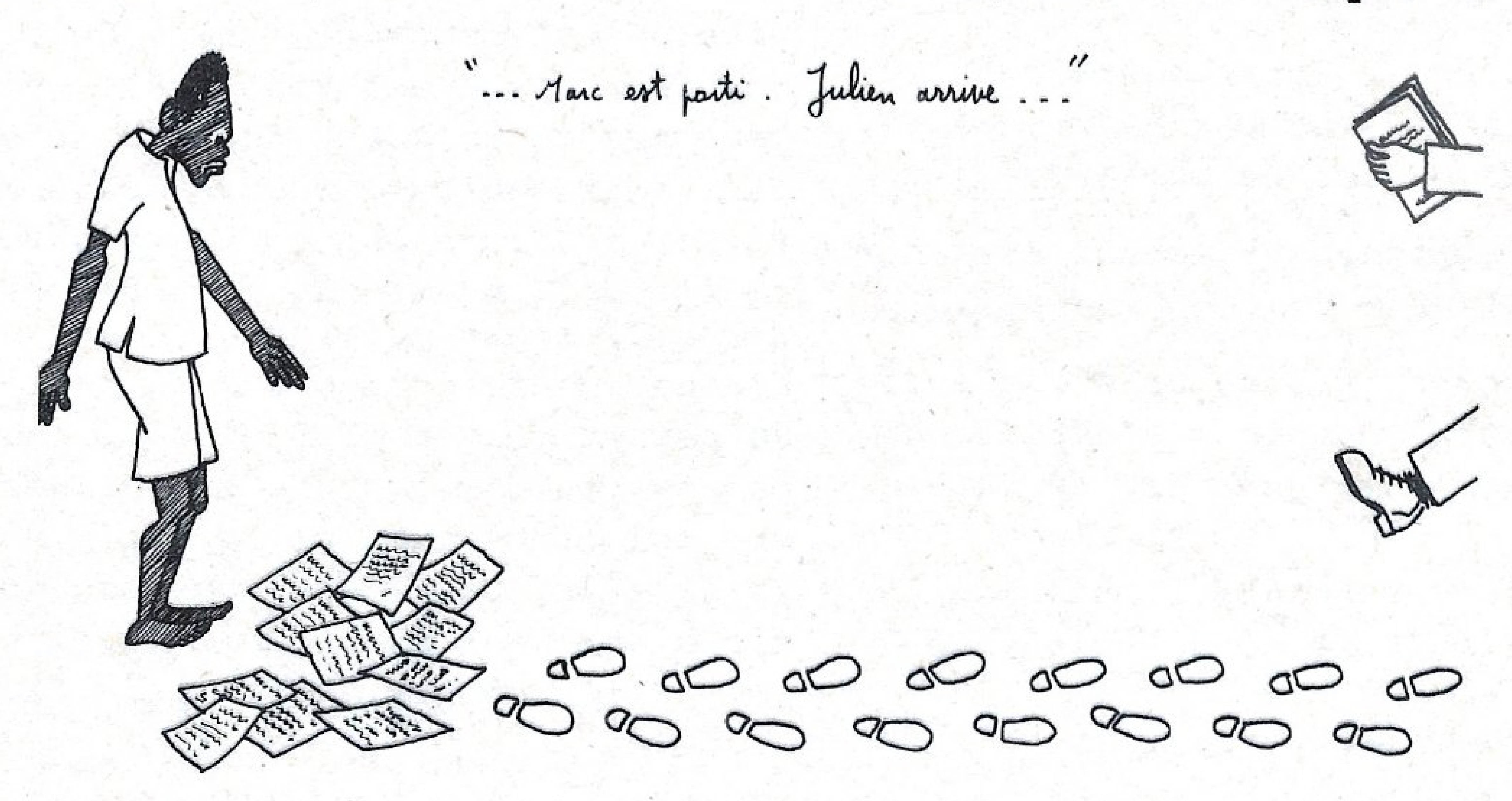
Et si, de temps en temps, il y avait ailleurs quelque chose d'intéressant que l'on pouvait aller visiter, c'était une bonne chose pour nous et pour les paysans.

Avec Marc on était bien d'accord dans ce sens".

"Marc est parti, Julien arrive. Lui il dit : " - Les visites d'études, ce n'est pas la peine. On perd son temps ". Il prend ça comme un amusement pour gaspiller l'argent.

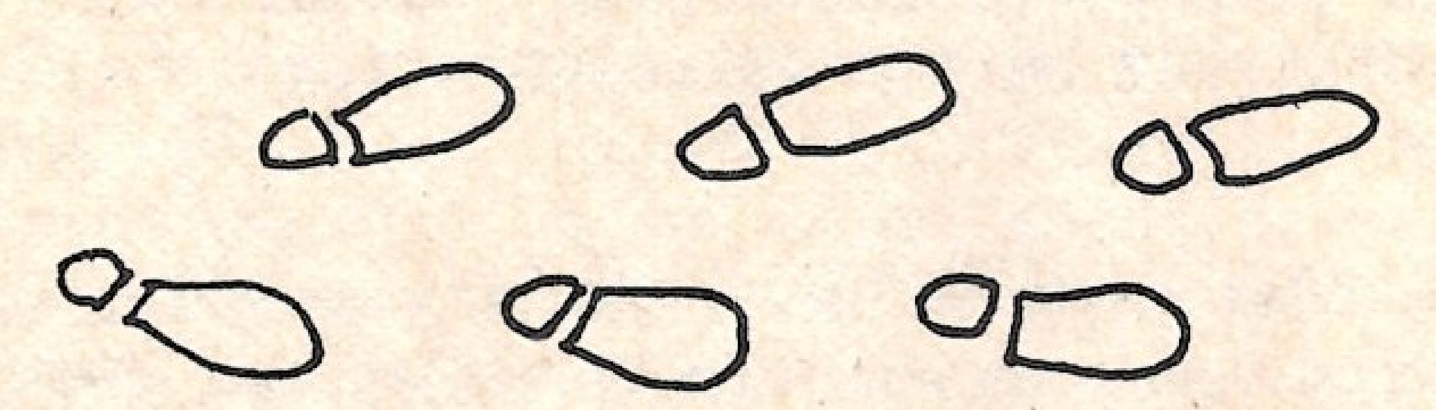
J'ai tout fait pour essayer de lui expliquer, mais lui il ne démord pas de son idée que c'est du gaspillage d'argent, que c'est inutile, vous voyez !"

... "Marc, lui savait bien écouter, s'adapter aux choses, aux situations. Julien, lui ce n'est pas sa façon d'agir.



Lui, plutôt son idée, c'est d'apprendre le plus de choses possible aux paysans, les former en agriculture surtout. Il n'y avait que cela qui comptait.

Un nouvel assistant technique vient d'arriver pour remplacer Julien. C'est un jeune, il a vingt-deux ans. Il sort juste de l'école et il a encore toutes ses idées scolaires dans sa tête. Il parle très rapidement, avec des mots qu'on ne comprend pas toujours. Vraiment, ce n'est pas facile. Il faut que nous, les animateurs, nous nous adaptions à ses manières à lui".



..."Mais tous ces changements, c'est quand même une gêne pour nous et les paysans. C'est quand quelqu'un a maintenant compris un peu la mentalité des villageois, qu'il connaît un peu leurs habitudes, qu'il a acquis une certaine expérience et qu'il pourrait faire quelque chose de valable, c'est maintenant qu'il faut qu'il parte, parce que ces deux ans sont terminés. Et c'est un nouveau qui arrive encore. C'est ça qui est très dommage pour nous.

Les assistants techniques, oui c'est bon, mais ça m'embête quoi ! Il y a aussi beaucoup d'inconvénients. Certains écoutent bien et font les choses plus valablement que d'autres".

..."André qui a commencé l'animation avec nous, il était journaliste avant de venir, donc c'est quelqu'un qui sait écouter et pour parler à quelqu'un, il fait attention. Parce qu'en matière d'animation, ce n'est pas l'animateur qui doit parler le plus.

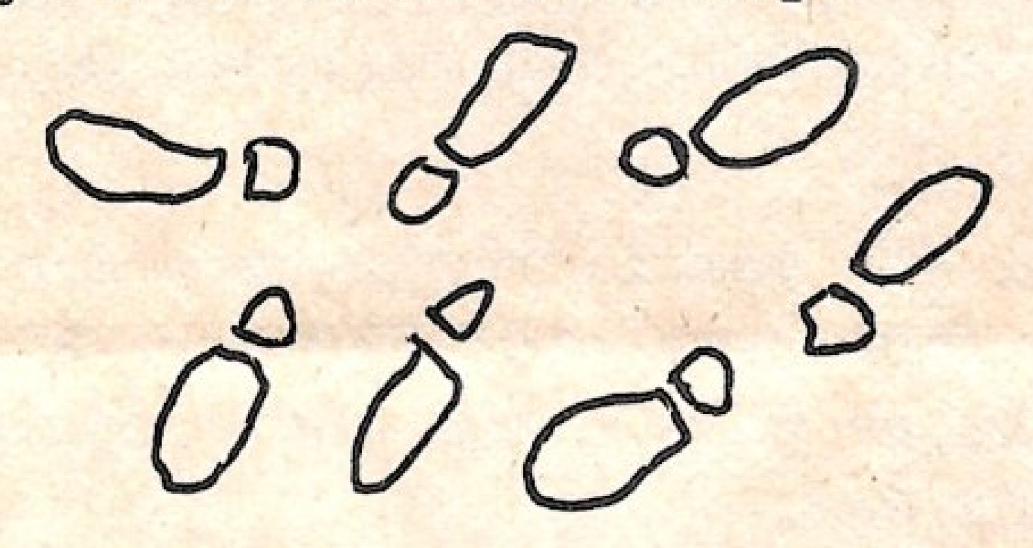
Quant il parle plus, l'autre peut-être n'aura rien à dire. Il ne pourra rien dire, même s'il veut dire quelque chose.

C'est donc ça qui retarde beaucoup les choses dans l'animation...

André, lui, il écoutait bien et c'est lui qui a donné à notre mouvement d'animation une orientation globale qui part de la vie des gens et de leurs problèmes. Sinon, avant lui, on s'occupait seulement des techniques d'agriculture et de vulgarisation.

Après André est venu Louis pour combler le trou entre son départ et l'arrivée de Marc. Avec Louis, ça n'a pas bien marché. Sans cesse, il se sert de petites paroles d'amusement, comme pour se moquer de nous, les africains. Par exemple, " - Ah bon ! Le patron il a mis une belle chemise aujourd'hui ! Il va se faire aimer des filles ! " Et il dit ça devant les villageois. Des choses comme ça, ça ne me plaît pas. Il se moque de moi devant les villageois, je ne peux rien dire, mais après, en cours de route, quand j'essaie de lui expliquer que ça ne me plaît pas, il ne comprend pas.

Un autre exemple : en voiture parfois, il laisse le volant pour venir discuter avec moi derrière. Quand je lui dis de regarder la route, il répond : " - Mais pourquoi tu as peur de mourir ? Je suis dans la voiture moi aussi !" Il prenait toujours les choses comme ça et vraiment, ça m'embêtait beaucoup.



Quand je l'appelle Louis, il me répond: " - Patron". Ces petites choses-là, à la longue, c'est énervant, ennuyeux pas seulement pour moi, mais aussi pour les autres. Ce n'est pas dans notre habitude, c'est gênant, j'avais toujours l'impression qu'il se moquait".

..."Le nouvel assistant technique arrivé il y a 4 mois maintenant, je crois qu'il veut faire un peu de tout et tout à la fois, ça ne va pas non plus. Il a beaucoup d'idées et il veut aller trop vite. C'est peut-être parce qu'il sait que deux ans c'est vite passé, alors il veut mettre en route des tas de choses. Mais s'il continue à être aussi impatient, je crois que ça ne va pas marcher du tout. Il n'est pas du tout patient, Bernard, alors qu'il faut beaucoup de patience en Afrique. Quand tu parles avec un paysan de ses problèmes, il ne s'agit pas de vouloir tout de suite lui donner une solution comme si tu étais en France! Il faut lui poser des questions pour l'aider à analyser ses problèmes, à voir clairement les choses. Après cela, il trouvera

ses propres solutions. Et la solution qu'il aura trouvée pour un problème précis sera son affaire à lui et non pas la tienne. Si tu lui dis ce qu'il faut faire, ce ne sera pas sa solution à lui, donc ce ne sera pas son affaire".



..."Ce qui n'allait pas non plus avec Julien, c'est que dès que tu fais quelque chose qui ne va pas, il te gronde comme un enfant. Il crie sur toi, même s'il y a d'autres personnes à côté. Il ne fait pas attention à ça. Vraiment, nous les africains, nous n'aimons pas ça! Nous n'aimons pas les gens qui s'énervent et qui crient. On ne comprend pas ça. Je lui ai dit souvent qu'il ne fallait pas agir ainsi avec nous les africains. D'ailleurs entre nous les animateurs, nous sommes à peu près du même âge. J'étais même un peu plus âgé que Julien. Alors, je lui ai dit: "Il faut nous prendre dans le contexte africain et non dans le contexte européen. Peut-être qu'en Europe les enfants ont été éduqués depuis leur jeune âge à dire tout ce qu'ils veulent à n'importe qui. Donc, vous avez une culture différente, nous, nous avons été éduqués autrement que ça. Nous avons beaucoup de respect pour les personnes à qui on parle, surtout si cette personne est plus âgée que toi. Il faut te rendre compte de ça". Alors, il me répond : " - Oh! mais dis maintenant tu es assez mûr quand même pour que je puisse te dire ce que je pense".

Avec Julien, j'arrivais quand même à bien m'expliquer, il n'y avait pas de rancune entre nous. Par contre avec un animateur de notre équipe, ça n'allait pas du tout. Un jour, Julien l'a engueulé comme ça devant tous les villageois pour une affaire de vélo. Cet animateur qui s'appelle Alexis avait tort. Mais cela ne donnait pas raison à Julien de crier ainsi. Il lui faisait honte devant tout le monde. Moi-même, intérieurement, j'étais fâché contre Julien, mais je n'ai rien dit. Quand nous nous sommes retrouvés les deux, je lui ai dit: "Bien qu'Alexis ait fait quelque chose qui n'est pas normal, crois-tu que tu as bien fait en le grondant comme ça ? Penses-tu qu'en faisant comme ça, Alexis a pu comprendre qu'il avait tort ?" Alors il me répond: "- Ah! moi quand je vois une chose qui ne va pas, il faut que je le dise". Je lui dis: " Oui tu as raison c'est de la franchise, mais toi tu es animateur, tu aurais dû chercher comment tu allais t'y prendre pour qu'Alexis le comprenne. Telle que je vois la chose maintenant, Alexis est fâché contre toi et il ne peut plus t'écouter. Ta manière d'agir a pour résultat le contraire de ce que tu recherches".

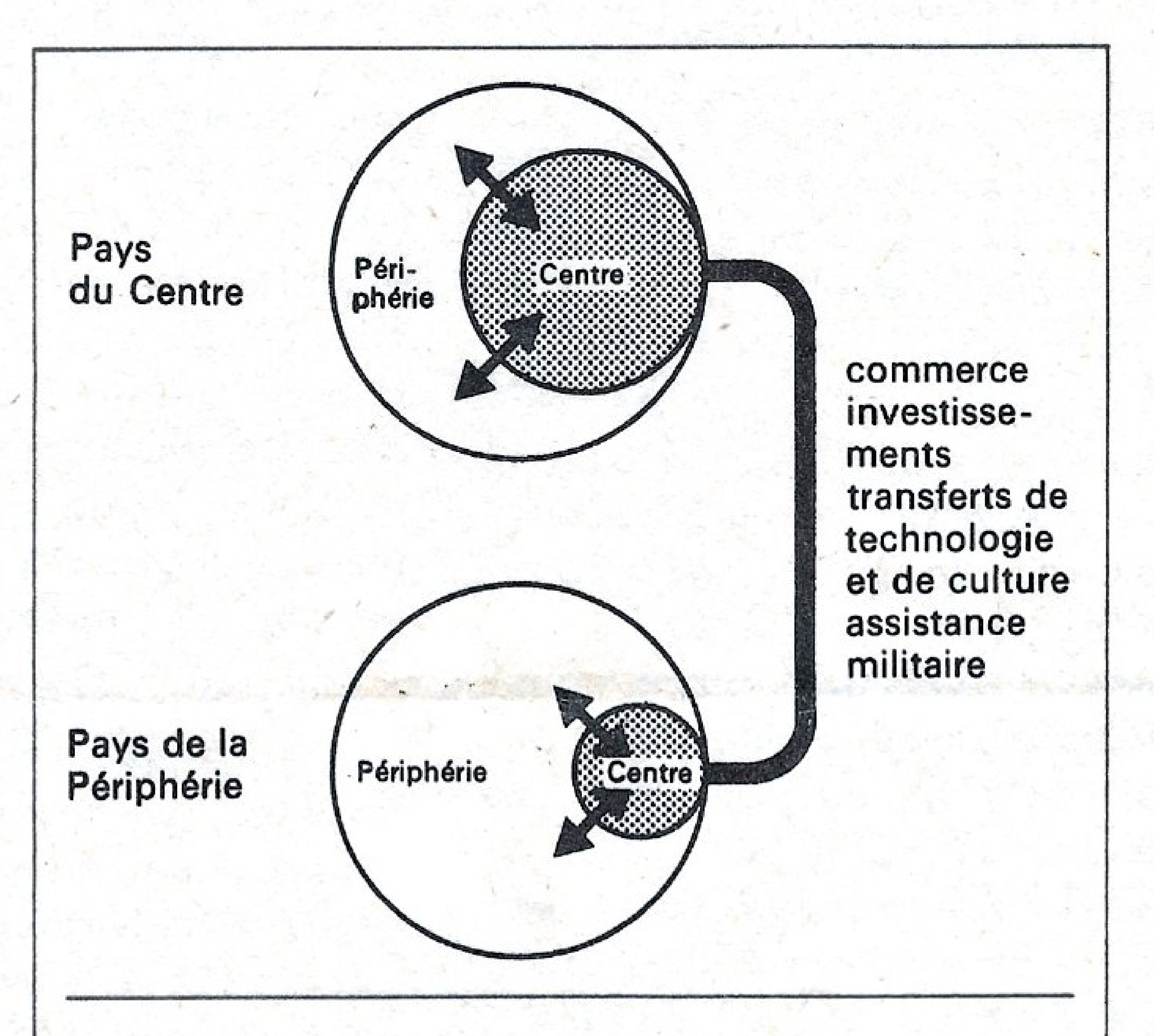
..."Après cette histoire, Julien aurait bien pu essayer de rattraper les choses, de s'excuser auprès d'Alexis. Je vais prendre un exemple : Chez nous il y a des fourmis rouges qu'on appelle fourmis carnivores. Après avoir mordu, elles mettent un peu d'eau sur la morsure, comme pour atténuer les douleurs. Ça peut-être un exemple pour nous. Alors je pense que Julien aurait pu faire comme ces fourmis.

Si tu as été trop brusque, trop cassant, après il faut revenir pour essayer d'atténuer la blessure que tu as faite, atténuer un peu la colère que tu as laissée dans le coeur de l'autre, sinon il se dit " - Je suis une personne quand même, je ne suis pas un chien". Et il se monte contre toi au lieu de s'améliorer.

Il ne faut pas croire que les africains n'ont pas leur fierté aussi! Même si souvent ils ne le laissent pas paraître. Si tu as une remarque ou un reproche à faire à un africain, tu le prends à part et tu lui dis. Là, il peut te comprendre. Mais si tu l'engueules devant d'autres personnes, alors il ne comprend rien. Il comprend seulement que tu gâtes son nom et c'est très grave pour lui".

(Extrait de Paroles et Actions Paysannes No 4)

Une nouvelle approche du sous-développement: le modèle centre-périphérie



Pays du Centre (industrialisés)

Dans les centres

croissance économique
concentration industrielle
concentration du pouvoir
concentration de la population

Dans la périphérie

géographique : sous-développement des régions de montagne, des provinces du sud de l'Europe, etc.
sociale : vieillards, travailleurs étrangers, marginaux (« Quart-monde »)

Pays de la Périphérie (Tiers-Monde)

Dans les centres

les villes (certains quartiers seulement) deviennent des ilots de croissance : l'industrie, les richesses et le pouvoir s'y concentrent (enclaves d'exportation)

Dans la périphérie

géographique : agriculture négligée dans l'arrière-pays, peu d'infrastructures
sociale : chômage, bidonvilles, etc.

D'après Frank/Galtung/Boeke

INTERROGATION parait huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne

J.A. 1000 LAUSANNE 9